LE RAPPORT DU COMITÉ D'ÉTUDE—LA PROLONGATION DU
DÉLAI LIMITE CONCERNANT LES OBSERVATIONS
DU PUBLIC AU MINISTRE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire. Comme ces nombreuses observations aideront le ministre à rédiger cette loi, s'il ne l'a pas déjà fait, veut-il nous dire s'il est disposé à prolonger le délai après le 31 janvier, comme je le lui ai demandé hier? Étant donné que le gouvernement se veut démocratique, le ministre veut-il me répondre séance tenante et dire à la Chambre qu'il consent à prolonger le délai imparti pour la présentation de mémoires avant la rédaction de la loi, en l'occurrence le 31 janvier?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, il faudra passablement de temps pour rédiger des amendements aussi compliqués que ceux à la loi sur la faillite. Il me semble donc que pendant que nos spécialistes travailleront à ce bill, il y aura une foule d'occasions de présenter des instances. Je ne manquerai pas de les recevoir toutes et de les étudier à fond.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas pourquoi le ministre a tant de difficulté à répondre à une question aussi simple. Il m'a donné aujourd'hui la même réponse qu'hier. Je demande seulement si le ministre est disposé à reporter le délai du 31 janvier à une date ultérieure.

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, je ne vois pas pourquoi le député a tant de difficulté à comprendre ma réponse. J'ai dit clairement à deux reprises que n'importe qui peut faire valoir son point de vue n'importe quand, et que j'accueillerai ces opinions avec intérêt. Il me semble que cela revient à une prolongation du délai.

M. Alexander: J'ai une autre courte question supplémentaire à poser.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député a la parole pour une question supplémentaire, mais nous passerons ensuite à un autre sujet.

M. Alexander: Vu la réponse évasive du ministre, j'aimerais savoir si nous pouvons sans inquiétude passer outre à la date limite du 31 janvier?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, il me semble que c'est exactement ce que j'ai dit.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Non, ce n'est pas ça.

L'hon. M. Basford: J'aimerais cependant que les intéressés nous communiquent leurs observations le plus tôt possible, parce que cela me serait utile ainsi qu'aux fonctionnaires de mon ministère.

AFFAIRES INDIENNES

LES SOINS DENTAIRES AUX ÉCOLIERS

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question découle des directives du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet des services d'hygiène aux Indiens. Je l'adresse donc au ministre compétent. Cependant j'estime que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien y serait peut-être aussi intéressé. Il s'agit des services dentaires aux écoliers indiens. L'instruction suivante a été donnée:

On ne nous autorise à fournir de telles prothèses que dans les cas où l'étudiant doit faire ou a fait des études assez avancées et où l'occupation à laquelle il se destine exige une dentition peu frappante.

Le ministre nous dirait-il si ces directives expriment la politique du gouvernement en matière de soins dentaires pour les étudiants indiens et, le cas échéant, s'il entend agir pour supprimer cette évidente discrimination?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur. Je me renseignerai et je répondrai ensuite au député.

* * *

LES MÉDICAMENTS

LE RAPPORT DE L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE DES ALIMENTS ET DROGUES—L'INEFFICACITÉ DE CERTAINS PRODUITS—LES MESURES ENVISAGÉES AU CANADA

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est au courant du récent rapport de l'Administration des aliments et drogues des États-Unis dont il ressort que 14 p. 100 des 16,000 produits pharmaceutiques en vente ont été trouvés inefficaces? En ce cas, voudrait-il faire une déclaration à l'appel des motions quant aux mesures qu'il envisage de prendre à l'égard des mêmes produits vendus au Canada?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur, dans l'ensemble, je suis au courant de la question dont a parlé le député et bien que j'aie déjà fait une déclaration je serais disposé à envisager d'en faire une autre par la suite.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA MISE EN SERVICE D'UNE LIGNE CANADA-RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Des échanges de vues ou des entretiens ont-ils lieu actuellement entre le Canada et la Chine continentale—ou sont-ils sur le point de s'ouvrir—quant à la mise en service d'une ligne aérienne commerciale vers la Chine communiste?